

rapportés de façon objective, n'intéressaient personne paraît-il. Les journalistes avides de succès recherchaient donc les rumeurs, les nouvelles sensationnelles et inédites et les indiscretions. Il commentait aujourd'hui les faits du lendemain. Il mettait l'accent sur les personnalités plutôt que sur les événements. Il évaluait au lieu d'informer. Il s'intéressait à la forme plus qu'au fond. Il avait peu de véritables amis politiques mais il était reconnaissant envers ceux qui lui permettaient de rédiger son article quotidien ou ses bulletins horaires de nouvelles. Jadis, il lui fallait peiner pour découvrir une source officielle pour ses renseignements. Puis sa tâche s'allégera car il pouvait se fier davantage aux nouvelles qu'ébruïtaient les bureaux des ministres.

Cette situation d'ordre général a toujours connu de nobles exceptions et s'est améliorée depuis quelques années. Mais jusqu'à ces derniers temps, du moins, le ministre qui ne se souciait nullement de l'image que donnaient de lui les media, ne pouvait plus réussir bien longtemps en politique.

Il y a ici une situation paradoxale que j'aimerais bien examiner plus à fond. Je prétends—et je pourrais apporter une foule de faits à l'appui de mes dires—que les media n'exercent pas une influence décisive sur l'opinion publique, du moins en ce qui concerne la politique. Il serait trop long de vous exposer ici les éléments qui entrent en jeu dans une telle situation. J'ajoute néanmoins que la plupart des hommes politiques partagent mon sentiment et reconnaissent, sur le plan théorique du moins, que les moyens de diffusion ne guident pas efficacement ou ne reflètent pas fidèlement l'opinion publique. Les ministres pourraient, par conséquent, n'en pas tenir compte, du moins dans une certaine mesure. C'est ce qu'ont fait quelques hommes politiques à qui le succès à souri, mais je ne mentionnerai aucun nom ce soir.

Jusqu'à tout récemment, cependant, la plupart des hommes politiques tenaient à connaître toutes les nouvelles. Ils étaient aussi friands de rumeurs, de nouvelles sensationnelles, d'histoires personnelles que la plupart des reporters. Les deux groupes vivaient dans le même monde isolé, d'habitude en se méprisant mutuellement. Cette cohabitation a produit d'étranges résultats. Dans la plupart des cas, l'homme politique se laissait presque inconsciemment mystifier par le reporter. Aussi, même si les média avaient peu de portée sur le public, ils influençaient beaucoup l'homme politique. Voilà donc le secret de la puissance croissante de la presse.

C'est dans ce contexte restreint qu'un ministre ne pouvait pas, impunément, faire fi des moyens de communications. S'il avait bonne presse, ses collègues l'enviaient, le respectaient ou le craignaient. Sinon, il n'avait

[L'honorable M. Lamontagne.]

pas d'avenir. S'il avait mauvaise presse, sa situation devenait critique car, même pour ses propres associés et collègues, il constituait un risque politique en dépit de ses qualités. Voilà pourquoi il était devenu presque essentiel pour assurer le succès d'un ministre qu'il ait une personnalité double, c'est-à-dire qu'il souriait même s'il n'en avait pas envie, qu'il parlât quand il aurait préféré rester muet, qu'il déclarât ce qu'il «convenait» de dire en dépit de ses propres convictions. Voilà aussi pourquoi les ministres avaient deux oreilles, une pour la presse et une autre pour leurs conseillers en matière de politique. Mais ce qu'ils entendaient de ces deux oreilles était souvent incompatible. Il y avait danger que le souci de protéger son prestige public l'emporte sur les exigences de l'intérêt public. Quoi qu'il en soit, pendant cette évolution, il est devenu évident que les fonctionnaires devaient partager avec la presse l'influence monopolistique qu'ils exerçaient sur leurs ministres. A partir de ce moment-là, les ministres ont dû vivre en vedettes. Ce fait nouveau a aussi contribué à reléguer les fonctionnaires dans l'ombre.

Le pouvoir de la presse et des moyens de communication est peut-être en baisse, pour le moment du moins, mais il y a un autre phénomène qui se manifeste et qui tendra peut-être aussi à réduire l'influence des fonctionnaires, sans pour autant augmenter l'importance des ministres. Il s'agit du fonctionnement de l'appareil parlementaire. Ces dernières années, le parlement ne pouvait véritablement infléchir le programme législatif, dicté presque entièrement par l'oligarchie qui préparait également les discours de présentation que prononçaient les ministres. On s'attendait donc à ce qu'un projet de loi, une fois accepté par le cabinet sur le conseil de l'oligarchie, soit approuvé sans modification par le Parlement. L'opposition pouvait parler tant qu'elle voulait, c'eût été un signe de faiblesse pour un ministre que d'accepter l'une de ses recommandations. Quant aux ministériels de l'arrière-ban, on attendait d'eux qu'ils se présentent quand on mettait une question aux voix, mais qu'ils ne se fassent pas entendre.

Cette situation évolue très rapidement. On peut même parler d'une révolution tranquille au Parlement. Le député, après avoir perdu son influence administrative, euphémisme pour désigner le favoritisme politique, acquiert maintenant un rôle législatif qu'il aurait dû avoir dès le début. Ce changement tient à plusieurs facteurs: la compétence accrue des parlementaires, la succession de gouvernements minoritaires et la durée des sessions.

On peut dire en toute justice que cette évolution est partie du côté du gouvernement